



Que faisons-nous là aujourd'hui devant le ministère des affaires sociales et de la santé?

Au moment où les plus vulnérables d'entre nous en ont un besoin vital, le mot est fort, le mot est juste, l'état décide de détruire les services publics de la santé et du social.

On nous a promis le changement, on ne nous a pas menti, regardez, regardons autour de nous, nous ne reconnaissons plus rien, nous ne nous reconnaissons même plus, tout du moins au travers de nos pratiques tant elles sont attaquées par les mesures d'hôstérité qui nous sont imposées.

La colère gronde, la colère monte depuis des mois, des années...

Partout en France et en particulier à l'EPSM de Caen où une intersyndicale SUD/CGT forte d'une résistance sans faille repousse les attaques d'un directeur sans scrupules.

Cette intersyndicale fait du bruit, suscite le questionnement, la colère, la solidarité des hospitaliers de toute la France et au-delà quand son action est criminalisée, condamnée par deux fois, par le même tribunal administratif, interdisant aux agents en lutte de manifester dans et à proximité des instances, interdisant aux agents en lutte d'occuper les locaux de leur boîtes...interdisant aux agents en lutte le droit fondamental de manifester!

De nombreux établissements se contactent, une assemblée générale des hôpitaux en lutte contre l'hôstérité est envisagée pour la rentrée, il y en aura en 3 avant l'été, histoire d'écrire justement notre histoire, celle de soignants, de sociaux, de techniques, d'administratifs, des cadres aussi...qui ont décidés de rentrer en résistance, de se mettre en marche... préparer notre rencontre d'aujourd'hui et celles de demain...

Comme à chaque fois maintenant que nous nous rencontrons, des témoignages sans appels, souvent émouvants, nous obligent au constat que partout en France les hôpitaux souffrent des mêmes maux : des budgets toujours en baisse, la volonté délibérée du ministère via les ARS d'assécher les finances des hôpitaux pour les obliger à restructurer, à diminuer l'offre de soin, la masse salariale, supprimer des postes, des services... Avec comme unique objectif, la marchandisation de la santé par la destruction du service public.

Tous ensemble, ici devant le ministère des affaires sociales et de la santé, venons signifier notre ras-le-bol d'être considérés comme simple variable d'ajustement : dégradation des conditions de travail et de vie privée des personnels, impact sur les conditions de soins donnés aux patients, dérèglementation des horaires, sous effectifs, externalisation, vétusté des locaux... La liste est longue !!

Ca ne peut plus durer ! Devant les attaques à venir nous exigeons l'annulation de la dette, l'abrogation de la loi HP-ST, la suppression de la Tarification à l'Activité, l'augmentation des salaires, la titularisation des contractuels, l'embauche de personnels...

Notre argumentaire est solide, authentique, malheureusement empirique. À nous de le partager largement, à nos collègues, aux personnes qui font appels à nous, à la population donc.

Notre argumentaire est solide, authentique. A nous de l'exposer aux décideurs, aux politiques et en particulier aux ministres concernés et surtout aux députés qui vont bientôt discuter puis voter le prochain projet de loi de financement de la sécurité sociale.

Pacte de responsabilité qu'ils vont nous dire...

Pacte avec le diable plutôt. Pacte avec le monde de la finance, cet ennemi qui ne porte soi-disant pas de nom... Des noms, nous en avons...

Pacte de responsabilité pour faire décoller la croissance qu'ils vont nous dire...

Sauf qu'il y a un étage de trop à la fusée. Trop lourde de ses actionnaires aux poches lestées de dividendes inversement proportionnelles à la baisse de nos salaires, à la perte de nos acquis, à la fermeture des services publics tels que ceux que nous défendons aujourd'hui.

Des services publics ouvert à toutes et tous sans discrimination aucune, en particulier financière à l'heure où un hôpital parisien loue comme une suite d'un grand hôtel, tout un étage, tout un service à un milliardaire. Quel message envoie ici l'état à celles et ceux qui n'ont pas les moyens de se soigner convenablement ?

Que faisons-nous là aujourd'hui devant le ministère des affaires sociales et de la santé? Où en sommes-nous de notre mouvement? Au début plus qu'à la fin sûrement. Où allons-nous, quel est, quel sera la teneur de notre argument ?

Dorénavant, le discours que nous tenons peut-il être autrement que politique ? Notre mode revendicatif historique a à voir avec les patrons sauf que le rapport patronat salarié, ya belle lurette qu'il a fait long feu, celles et ceux qui nuisent dorénavant à notre travail ne sont non pas invisibles comme le disent certains mais hyper protégés, dans des sphères aseptisées de toute revendication possible.

Avouons-le, ça fait combien de temps que nous ne sommes pas rentrés de notre plein gré dans une administration, une ARS, un ministère, mieux un holding boursier ? Ces espaces sont sanctuarisés, étanches à toute revendication, toute contestation !

A Caen encore et il n'y a pas plus longtemps que la semaine dernière, le directeur à convoquer le Comité Technique d'Établissement dans une ARS de Basse Normandie entourée de plusieurs bataillons de CRS ! Bonjour le dialogue social !

A l'intérieur de leurs forteresses, ces gens qui décident pour nous rigolent à nous voir défiler dans les rues et y perdre notre pognon. Mes camarades ouvrez les yeux, le droit de grève est devenu payant, une surtaxe de 500 à 1000 € euros est d'ailleurs dorénavant exigée à Caen et à Villejuif par décision du tribunal !

Où en sommes-nous de notre mouvement? Au début plus qu'à la fin sûrement. Ce qui nous réunit pour cette quatrième assemblée générale des hôpitaux est encore et toujours la même histoire. Partout chez vous, chez nous, chez toi, chez l'autre, un déficit, un problème de finance à combattre. Non pas en pactisant mais en luttant au contraire avec les moyens qu'il nous reste, même s'il nous en reste de moins en moins, même si nager à contre-courant est parait-il usant à la longue.

Qui sont le plus fatigués entre les personnels et les directeurs ? Lesquels sont à court d'argument ? N'est-ce pas celles et ceux qui n'ont plus d'autre solution que de nous envoyer les flics, de nous attaquer en justice, de nous interdire de manifester, de nous interdire de nous exprimer, pour imposer leur loi. Celle des ARS, du gouvernement, de l'Europe aliénée à la finance et bientôt celle des USA lorsque le pacte transatlantique sera signé en 2015...

Oui, ce qui nous arrive à tous individuellement dans chacun de nos établissements a une origine commune. Non, nous n'avons pas à nous laisser culpabiliser par des chiffres qui ne nous concernent pas. Au-delà de nos directions respectives, rappelons au président de la république son engagement à combattre cet ennemi qui nous est aujourd'hui commun ! Commun à nous professionnels mais surtout à celles et ceux bénéficiaires mais pour combien de temps encore, des services publics de la santé et du social.

A nous aujourd'hui de prévoir des modalités d'action collectives, coordonnées, visibles, audibles par tous, du grand public, des politiques !

Première idée, premier slogan, première action, à discuter à l'AG prévue cet après-midi : « Demain aucun personnel de la santé et du médico-social ne reviendra travailler sur un temps de repos légal ou de congé que sur réquisition en bonne et due forme ».

Etre rappelé à domicile par SMS ou par téléphone pour gérer la pénurie est illégal !

Un employeur public ou privé ne peut exiger d'un salarié de fournir son numéro de téléphone personnel fixe ou portable. Cela s'applique même en cas de plan blanc, sauf à titre volontaire, aux agents de la fonction publique hospitalière,.

Nous arrondissons les angles tous les jours, c'est pour ça, c'est comme ça que les hôpitaux, que les services sociaux tournent.

Invertissons la tendance !

Consacrons notre force, un instant seulement, à lutte plus qu'à notre patron, et de faire comprendre à toutes et tous pourquoi nous défendons nos acquis, nos emplois et pourquoi tout effort supplémentaire nuirait gravement à la qualité des soins et de l'accueil social!

Invertissons la tendance !

Consacrons notre force, un instant seulement, à lutte plus qu'à notre quotidien et d'aller porter notre message aux collègues qui en douteraient encore : dans nos services personne nous entend, ce n'est que tous ensemble que nous réussirons.

Pour la « Convergence des hôpitaux en lutte contre l'hôstérité ». Olivier Mans

Olivier Mans